

Formulaire de demande d'inscription
de points à l'ordre du jour
du Conseil d'Administration d'Université Côte d'Azur

Séance du
28 MAI 2024

Date limite de dépôt : **Lundi 6 mai 2024**

IMPORTANT :

-Le formulaire doit être rempli et signé avant renvoi avec ses annexes. Les demandes incomplètes ou non remises, dans les délais, pourront faire l'objet d'un report de séance.

-Pour les questions de FORMATION le visa du Vice - président de la formation est requis. Pour les questions de TARIF, vous devez au préalable vous rapprocher de la DAF.

-Les documents sont transmis aux membres du CA impérativement 7 jours ou 15 jours (pour les matières budgétaires), avant la séance, afin de garantir la sécurité juridique du conseil, et le respect du contrôle de légalité.

1. CONCERNANT LA DEMANDE

La demande nécessite-t-elle un vote du CA ? (cocher la case utile)

OUI, le point inscrit nécessite une délibération

NON, le point inscrit est un point d'information

SERVICE DEMANDEUR et PORTEUR du point

Nom du Service : DRVI Service Recherche

Nom de la personne en charge du suivi du point :

Alexia AKAKPO-LEQUIEN

RAPPORTEUR de la question en séance

Nom de la personne qui présentera ce point en CA :

Pas de présentation – Point d'information

LIBELLE DE LA DELIBERATION SOUHAITEE

Changement de direction et direction adjointe du Laboratoire de Droit International et Européen (LADIE / UPR 7414)

TEXTES JURIDIQUES DE REFERENCE (Indiquer loi, décret, arrêté, circulaire, délibération à renouveler...)

SYNTHESE DU CONTEXTE ET DES ENJEUX DE LA DEMANDE (Résumé en 1 demie page)

Le LADIE, créé en 2016 par la fusion de deux laboratoires spécialisés, l'un en droit international, l'autre en droit européen, mène des travaux dans une perspective pluridisciplinaire et d'ouverture internationale. Le LADIE a construit son expertise et sa notoriété sur la convergence de la recherche en droit international et européen en matière d'enjeux de sécurité humaine et développement (notamment en droit de la sécurité internationale, droit international humanitaire, droits des migrants et des réfugiés, élargis à des problématiques transversales relatives aux nouveaux risques et menaces liés à la mutation des acteurs et des technologies, au changement climatique, à la raréfaction des ressources). Le LADIE développe également des analyses des mouvements de personnes et des opérations économiques, tant en droit matériel qu'institutionnel et du fonctionnement des institutions internationales et européennes, ainsi que de leurs relations d'interdépendance face aux phénomènes circulatoires. Le droit de la mer constitue aussi un axe historique de ses travaux, élargi désormais par des recherches sur le droit des espaces.

La nomination de la nouvelle direction a été validée pour le Conseil de laboratoire du 19/03/2024.

Le Conseil Académique du 11 avril a donné un avis favorable sur la nomination de M. Jules LEPOUTRE en tant que directeur et M. Daniel VENTURA en tant que directeur adjoint du LADIE

2. CONCERNANT LE PASSAGE DU POINT DANS D'AUTRES CONSEILS

(Les décisions sont à transmettre en annexes)

Passage au Conseil Académique d'UCA (cocher la case utile) <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Date : 11/04/2024	Référence :
<input type="checkbox"/> Avis défavorable <input checked="" type="checkbox"/> Avis favorable	<input type="checkbox"/> Avis pas encore connu
<input type="checkbox"/> A l'unanimité <input checked="" type="checkbox"/> A la majorité	Date de passage prévu :

Passage au Comité Technique d'UCA (cocher la case utile) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Date :	Référence :
<input type="checkbox"/> Avis défavorable <input type="checkbox"/> Avis favorable	<input type="checkbox"/> Avis pas encore connu
<input type="checkbox"/> A l'unanimité <input type="checkbox"/> A la majorité	Date de passage prévu :

Passage dans d'autres conseils UCA (si oui lesquels)	
Nom du conseil :	
Date :	Référence :
Avis rendu défavorable/ favorable (à l'unanimité ou à la majorité) :	

Passage du point dans les conseils des Etablissements Membres d'UCA (si oui lesquels)	
Date :	Référence :
Nom du conseil :	
Avis rendu défavorable/ favorable (à l'unanimité ou à la majorité) :	

3. CONCERNANT LES DOCUMENTS ANNEXES

(Les annexes doivent être en format PDF pour transmission aux membres. Elles doivent porter le titre et la numérotation mentionnée ci-dessous)

Documents annexés à cette demande	
<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Nombre d'annexes pour cette question : <input type="text" value="4"/>
Liste des annexes transmises (Numéro et Nom de l'annexe)	
1	LADIE_ Extrait PV Conseil du LADIE 19.03.24
2	LADIE_CV - J. Lepoutre
3	LADIE_CV - D. Ventura
4	Avis favorable du CAc du 11.04.24

Nice, le 30/04/2024 :

Nom et Signature du responsable administratif/Vice-Président

(Obligatoire)
Service Recherche
La Responsable Administrative
Magali MAILLAND

**AVIS DU CONSEIL ACADÉMIQUE
DE L'ÉTABLISSEMENT EXPÉRIMENTAL
UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR
RENDU EN SA SÉANCE DU 11 AVRIL 2024**

Objet : Changement de direction et direction adjointe du Laboratoire de Droit International et Européen (LADIE / UPR 7414)

LE CONSEIL ACADÉMIQUE D'UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

Vu l'avis favorable du Conseil de laboratoire du LADIE du 19 Mars 2024,

Entendu l'exposé de M. Laurent COUNILLON, Vice-Président en charge de la Recherche et de l'Innovation,

Après en avoir débattu,

Donne un avis favorable à l'unanimité à la nomination de M. Jules LEPOUTRE, PR, en tant que Directeur et M. Daniel VENTURA, MCF, en tant que Directeur adjoint du laboratoire de Droit International et Européen (LADIE / UPR 7414) à compter du 11 avril 2024 et jusqu'au 31 décembre 2028.

Membres en exercice : 80
Quorum : 41
Membres présents et représentés: 60
Abstentions : 0
Voix favorables : 60
Voix contre : 0

Fait à Nice, le 11 avril 2024

Pour le Président d'Université Côte d'Azur et par
Délégation

Le Vice-Président Recherche et Innovation
d'Université Côte d'Azur
M Laurent COUNILLON



Daniel VENTURA

Né le 08/07/1988 à Bordeaux (Gironde)

daniel.ventura@univ-cotedazur.fr

<https://cv.archives-ouvertes.fr/daniel-ventura>



Maître de conférences en droit public à l'Université Côte d'Azur (depuis 2020)

Co-directeur du Master 2 « Gouvernance et financement du développement »

I. TITRES ET DIPLOMES UNIVERSITAIRES

2018 **Qualification aux fonctions de Maître de conférences en droit public** (section 02 CNU)

2017 **Doctorat en droit public** – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Sujet : *Le gel et la confiscation des avoirs de dirigeants d'État étrangers en droit international* sous la direction de Mme le Pr. Evelyne Lagrange, 558 p. Thèse soutenue publiquement le 12 décembre 2017 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne devant un jury composé des Professeurs Hervé Ascensio (Président), Régis Bismuth, Mathias Forteau (Rapporteurs), Evelyne Lagrange (Directrice de recherche) et Muriel Ubéda-Saillard. Mention *Très honorable* assortie de propositions pour un prix de thèse et publication.

Délivrance d'un droit à publication par le Jury du Prix de thèse Varenne 2019 dans la catégorie « Justice pénale internationale » (LGDJ-Editions Lextenso, « Collection des thèses »)

2011 **Master 2 Recherche Droit international et organisations internationales** – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Mention *Assez Bien*

Mémoire de recherche : *La prise en compte de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice par les juridictions internes* sous la direction de Mme le Professeur Geneviève Bastid-Burdeau, 116 p.

2010 **Master 1 Droit international** – Université Paris 2 Panthéon-Assas

II. STATUTS ACADEMIQUES

2020- Maître de conférences en droit public à l'Université Côte d'Azur (*Institut de la Paix et du Développement - IdPD*)

Membre du LADIE (Laboratoire de droit international et européen - UPR 7414)

2019-2020 Chargé d'études à l'Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne (IREDIÉS, EA 4536) - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

2016-2020 Chargé d'enseignement vacataire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

- 2016-2018** Chargé d'enseignement vacataire à Sciences Po Paris
- 2014-2016** Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- 2011-2014** Doctorant contractuel chargé d'enseignement (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

III. ACTIVITES PEDAGOGIQUES ET ADMINISTRATIVES

Fonctions académiques et responsabilité administratives

- 2020-** Co-directeur du Master 2 « Gouvernance et Financement du Développement », dans le cadre de la mention de Master « Droit international et européen » (Université Côte d'Azur)
- 2020-** Responsable et encadrant de la clinique juridique en droit de l'Union européenne AJIRE « Analyse juridique de l'intégration des réglementations européennes » (IdPD – Université Côte d'Azur)
- 2013-2016** Représentant des doctorants au sein du Conseil de l'École doctorale de droit de la Sorbonne (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

Activités d'enseignement

En tant que Maître de conférences à l'Université Côte d'Azur (2020 - ...)

- CM d'*Institutions publiques et privées du développement* (Master 2)
- CM de *Droit international des droits de l'homme* (Master 1)
- CM de *Droit international du travail* (Master 1)
- CM de *Relations internationales* (Licence 1)
- CM de *Méthodologie juridique* (Master 1)

En tant que Chargé d'enseignement vacataire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2016-2020)

- Travaux dirigés de *Droit administratif* sous la direction de M. les Pr. Olivier Renaudie et Paul Cassia (2019-2020)
- Cours magistral de *Public international law* dispensé en anglais dans le cadre du *Sorbonne LL.M. Business Law Certificate for foreign lawyers* (2018-2019)
- Travaux dirigés de *Relations internationales* sous la direction de Mme le Pr. Charlotte Beaucillon (2016-2017)

En tant que Chargé d'enseignement vacataire à Sciences Po Paris (2016-2018)

- Conférences de méthode de *Law of International Security*, dispensées en anglais (Collège universitaire, 2^{ème} année), sous la direction de Mme Martina Smuclerova (2017-2018)

- Conférences de méthode d'*Introduction to Public International Law*, dispensées en anglais (Programme euro-américain, 2^{ème} année), sous la direction de Mme Martina Smuclerova (2016-2017)

En tant que Doctorant contractuel puis ATER à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2011-2016)

- Travaux dirigés de *Droit constitutionnel* sous la direction de Mme le Pr. Marie-Anne Cohendet et de M. le Pr. Bastien François (2013-2016)
- Travaux dirigés de *Droit international économique* sous la direction de Mme le Pr. Geneviève Bastid-Burdeau (2014-2015), 33h, et de M. le Pr. Hervé Ascensio (2015-2016)
- Travaux dirigés de *Relations internationales* sous la direction de de Mme le Pr. Evelyne Lagrange (2012-2016)
- Travaux dirigés de *Droit international public*, sous la direction de M. le Pr. Jean-Marc Sorel (2012-2013)

IV. ACTIVITES DE RECHERCHE

1. Publications

Articles publiés dans des revues à comité de lecture

- « Le gel des avoirs d'individus dans l'ordre juridique international : caractérisation et qualification d'une voie d'exécution en mutation », *Revue générale de droit international public*, 2022, n°2, pp. 247-280
- « Les attermolements de la relation entre l'Union européenne et la Biélorussie en 2020 », *Annuaire français de droit international*, vol. LXVI, 2020, pp. 575-585, ISBN : 978-2-271-13916-0
- « L'acquisition de données de communications électroniques par les autorités de renseignement à l'épreuve de la directive « e-Privacy » 2002/58/CE – La CJUE face aux résistances étatiques et à la Cour EDH à l'heure des affaires *Privacy International*, *La Quadrature du Net e.a.*, et *Ordre des barreaux francophones et germanophones e.a.* », *Revue des Droits et Libertés Fondamentaux*, 2020, chron. n° 22
- « Les effets de l'ordonnance de la Cour internationale de Justice du 3 octobre 2018 sur les opérateurs économiques et financiers – À propos de l'affaire des *Violations alléguées du traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires de 1955 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)* », *Revue internationale des services financiers*, 2018, n°4, pp. 18-23, ISBN : 978-2-8027-6376-5
- « L'intégrité du secteur des crypto-actifs vue par Tracfin – retour sur le rapport 2017/2018 des 'tendances et analyses des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme' », *Revue internationale des services financiers*, 2018, n°4, pp. 99-101, ISBN : 978-2-8027-6376-5
- « La mise en place d'une voie de recours effectif au sein d'INTERPOL – Quelques réflexions autour de la réforme de la Commission de Contrôle des Fichiers », *Annuaire français de droit international*, vol. LXIII, 2017, pp. 300-311, ISBN : 978-2-271-12265-0

Contributions à des ouvrages collectifs

- [à paraître] « La suspension de l'Etat membre de l'Organisation – Motifs, mobiles et compétence » in J. Ferrero, P.-F. Laval, K. Neri (dir.), *Actualité de la participation aux organisations internationales*, Paris, Pedone, 2023
- [à paraître] « 'Community Interests' as an Appropriate Legal Basis for Implementing Unilateral Targeted Measures », actes du colloque organisé à l'*Università degli studi di Firenze*, 9-10 décembre 2021: « International (unilateral) sanctions in a multidisciplinary perspective: legal, economic-financial and political implications », Routledge-Giappichelli Studies in Law, 2023
- « Democracy through the lens of digital surveillance: an assessment of the role of general principles of law » in D. KHAN, E. LAGRANGE, S. OETER, C. WALTER (dir.), *Democracy and sovereignty – Rethinking the Legitimacy of International Law*, Leiden, Brill Nijhoff, 2022, pp. 291-321, ISBN: 978-90-04-50870-5
- D. Ventura, C. Peyronnet, « Introduction » in D. Ventura, C. Peyronnet (dir.), *La lutte contre la traite des êtres humains – Rapport sur la mise en œuvre de la Directive (UE) 2011/36*, Clinique juridique AJIRE, LADIE, 210 p., 2021, pp. 7-23, disponible en ligne : <<https://ladie.univ-cotedazur.fr/rapport-de-la-clinique-juridique-ajire-2020-2021>>
- « Contemporary blocking statutes and regulations in the face of unilateral and extraterritorial sanctions » in C. BEAUCILLON (dir.), *Research Handbook on Unilateral and Extraterritorial Sanctions*, E. Elgar Publishing, 2021, 512 p., pp. 221-238, ISBN: 978-1-839-10784-9
- « Anarchie » (p. 58), « Dirigeant » (p. 193), « Gel, geler » (p. 281) (notices de dictionnaire) in V. NDIOR (dir.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, 570 p., ISBN : 978-2-233-00968-5
- « La cristallisation de 'l'exception *jus cogens*' à l'immunité de juridiction de l'État étranger – Retour sur une dissonance jurisprudentielle », in D. SIMON (dir.), *Le Droit international des immunités : constantes et ruptures*, IREDIES, Perspectives internationales n° 36, Paris, Pedone, 2015, pp. 33-50, ISBN : 978-2-233-00782-7
- « La représentation de l'Union européenne devant le Conseil de sécurité des Nations Unies : Entre solidarité politique mutuelle des États membres et unicité de représentation de l'Union », in D. SIMON (Dir.), *Actualité des relations entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies – Coopération, tensions, subsidiarité ?*, IREDIES, Perspectives internationales n°34, Paris, Pedone, 2013, pp. 81-97, ISBN : 978-2-233-00699-8
- J. D'ASPREMONT avec le concours de D. VENTURA, « Chapitre 13 – La composition des organes et le processus décisionnel » in E. LAGRANGE, J.-M. SOREL (dir.), *Droit des organisations internationales*, Paris, LGDJ, 2013, 1197 p., pp. 402-432, ISBN : 978-2-275-03590-1

Direction de travaux collectifs

- D. VENTURA, C. PEYRONNET (dir.), *La lutte contre la traite des êtres humains – Rapport sur la mise en œuvre de la Directive (UE) 2011/36*, Clinique juridique AJIRE, LADIE, 210 p., 2021,

disponible en ligne : <<https://ladie.univ-cotedazur.fr/rapport-de-la-clinique-juridique-ajire-2020-2021>>

Chroniques

- « Les opérations de maintien de la paix en 2020 », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale (PSEI)* n°17, mars 2022, disponible en ligne : <<https://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/psei>>

Commentaires et notes de jurisprudence

- « Coronavirus et ‘suivi de localisation’ : le Comité européen de la protection des données en première ligne », Note relative à la déclaration du 19 mars 2020 du CEPD sur le traitement des données personnelles dans le contexte de l'épidémie de COVID-19, *Dalloz actualité*, droit européen, édition du 10 avril 2020
- « Inviolabilité des élus européens : le Tribunal de l'Union européenne confirme l'impuissance du Parlement », Note sous ordonnance de référé du 3 mars 2020 du vice-Président du Tribunal de l'Union européenne (T-24/20 R) », *Dalloz actualité*, droit européen, édition du 1^{er} avril 2020
- co-rédigé avec L. CHERCHENEFF, « La question des immunités de juridiction dans l'affaire des biens mal acquis », *AJ Pénal*, Dalloz, février 2016, p. 74, Note sous Crim. 15 décembre 2015, n° 15-83.153, ISSN : 1762 - 8407

Publications en ligne

- « Réhabilitons les élections législatives, dépolitisez l'élection présidentielle ! », Le club de Médiapart, publié en ligne le 14 décembre 2021, disponible en ligne : <<https://blogs.mediapart.fr/dventura/blog/141221/rehabilitons-les-elections-legislatives-depolitisez-l-election-presidentielle>>
- « Palestine's statehood and its accession to the Rome Statute », publié en anglais le 09 mars 2015 sur le blog spécialisé en droit international public « *Völkerrechtsblog* ». Disponible en ligne : <<http://voelkerrechtsblog.org/palestines-statehood-and-its-accession-to-the-rome-statute/>>

2. Activités éditoriales

2022

- Direction de la chronique « Opérations de maintien de la paix » de la revue *Paix et sécurité européenne et internationale* (PSEI) depuis 2021, <<https://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/psei>>

2017- ...

- Évaluatrice externe pour la *Revue québécoise de droit international*

3. Encadrement de manifestations scientifiques

Direction de programmes de recherche

- 2023- .. - Programme « Ordre et désordre international » (ODI) financé par l'IDEX UCAjedi pour l'année 2023

Coordination de manifestations scientifiques

- 2022 - « Le développement dans les pays fragiles et en conflit : défis et solutions », conférence prononcée par Soukeyna Kane, Directrice du groupe « Fragilité, Conflits et Violence à la Banque Mondiale, le 23 novembre 2022 à l'Institut de la Paix et du Développement
- 2021 - « OIT, mondialisation et crise du multilatéralisme : perspective systémique, institutionnelle et normative », Conférence prononcée par Thomas Lieby, *Legal Officer* auprès de l'Organisation Internationale du Travail, 22 octobre 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=8ioSzCvK9q0>
- « La lutte contre la traite des êtres humains : regards croisés d'acteurs-clés sur les enjeux contemporains de leur action », colloque du 18 novembre 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=VSmskbDb4SQ&t=171s>
- « L'action de la CNCDH en matière de lutte contre la traite des êtres humains », conférence prononcée par Cécile Riou-Batista, Secrétaire générale adjointe de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, 22 janvier 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=zAQ6aau4-mo&t=30s>
- 2014 - Co-organisateur de la deuxième journée d'étude doctorale de l'EDDIE de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne du 23 juin 2014 : « Questions d'actualité autour des immunités » (Publication IREDIES, Perspectives internationales n° 36, Paris, Pedone, 2015)
- 2012 - Co-organisateur de la première journée d'étude doctorale de l'EDDIE de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne du 20 juin 2012 : « Actualité des relations entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies : Coopération, tensions, subsidiarité ? » (Publication IREDIES, Perspectives internationales n°34, Paris, Pedone, 2013)

Participation à des projets scientifiques

- 2018-2020 - Membre de l'équipe de recherche du projet « COMPLY – Pour une méso-analyse de la gouvernance de la conformité aux sanctions internationales » (2018-2020) dirigé

par Mme la Pr. Charlotte Beaucillon. Colloque des 12 et 13 décembre 2019
(Université Paris 1)

4. Participation à des colloques, conférences, séminaires de recherche

Colloques suivis de la publication des actes

- « Suspension et exclusion – perspective étatique », Journée franco-allemande de la Société française pour le droit international (Université Lyon 3), « Actualité de la participation aux organisations internationales », Lyon, 30 septembre 2022
- « The Pursuance of the ‘International Public Order’ as a Legal Justification for Implementing Unilateral Sanctions », Colloque de l’Université de Florence (Italie), « International (unilateral) sanctions in a multidisciplinary perspective: legal, economic-financial and political implications », 9-10 décembre 2021
- « La légitimité du droit international à l’épreuve de la ‘souveraineté numérique’ – Peut-on encadrer les activités de surveillance numérique par les principes généraux de droit ? », Atelier des jeunes chercheurs, *Deutsche Gesellschaft für Internationales Recht* & Société française pour le droit international, Tutzing (Allemagne), 23 septembre 2020
- « The Flaws of Contemporary Blocking Statutes and Regulations », colloque du projet *COMPLY* dirigé par Mme le Pr. Charlotte Beaucillon (Ecole de droit de la Sorbonne), 12 décembre 2019. Disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=4DMVVRJELL4k&list=PL0IIMNx8BqSlad7F00YZ8mHYVJbrTaMaT&index=12&t=1265s>
- « L’exception *jus cogens*’ à l’immunité de juridiction de l’État étranger », 2^{ème} journée d’étude de l’École doctorale de droit international et européen (École de droit de la Sorbonne) : « Questions d’actualité autour des immunités », 23 juin 2014
- « La représentation de l’Union européenne devant le Conseil de sécurité de l’Organisation des Nations Unies », 1^{ère} journée d’étude de l’École doctorale de droit international et européen (École de droit de la Sorbonne) : « Actualité des relations entre l’UE et l’ONU : coopération, tensions, subsidiarité ? », 20 juin 2012

Colloques ne donnant pas lieu à la publication des actes

- « The future of targeted sanctions and the quest for individual accountability: Lessons learned from the US and EU “freeze and seize task forces” », Colloque annuel de la *Società Italiana di Scienza Politica*, Rome (Italie), 8-10 septembre 2022, communication écrite disponible en ligne: <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03774547/document>
- « La lutte contre la traite des êtres humains : regards croisés d’acteurs-clés sur les enjeux contemporains de leur action », colloque du 18 novembre 2021, disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=VSmskbDb4SQ&t=171s>

- « L'effectivité du règlement de blocage européen après l'arrêt 'Bank Melli Iran' (CJUE, C-124/20) », Colloque du master « Juristes d'Affaires Internationales » de l'Université de Bourgogne, Dijon, 1^{er} avril 2022, « Actualités de l'extraterritorialité en droit international des affaires »

Conférences et séminaires de recherche

- « L'ordre international démocratique et équitable – vingt ans d'une aspiration onusienne équivoque », Conférence du programme « ODI » et de la Chaire UNESCO « Paix et développement par le droit », Institut de la Paix et du Développement (IdPD), Nice, 12 avril 2023
- « L'élaboration du plan de thèse », Séminaire de recherche doctoral organisé par Tiphaine Demaria donné à l'École doctorale « sciences juridiques et politiques » d'Aix-Marseille Université (ED 67), Aix-en-Provence, 9 décembre 2022
- « La Biélorussie et l'Union européenne : de la coopération intergouvernementale au '*civic empowerment*' », Conférence de la Chaire Jean Monnet « Union européenne et gestion des crises », Institut de la Paix et du Développement (IdPD), Nice, 8 avril 2021. Disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=7Y9-CSHSNcU>
- « L'adaptation des règles de droit international à la protection des données de santé : le temps long et l'urgence », 4^{ème} réunion du séminaire numérique de recherche de l'IREDIÉS (École de droit de la Sorbonne), *Covid 19 et droit international*, 7 mai 2020
- « Le droit international à l'épreuve des flux financiers illicites » en collaboration avec M. Olivier Kraft, séminaire de recherche de l'IREDIÉS (École de droit de la Sorbonne), Paris, 27 mai 2019
- « Introduction théorique et méthodologique aux sanctions internationales – Comprendre les sanctions internationales aujourd'hui », séminaire délivré aux étudiants du LL.M. *Business Law Arab World and Middle East* (École de droit de la Sorbonne), 23 février 2019
- « Les enjeux de l'adoption de la directive 2014/42/UE concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne », intervention délivrée lors des « entretiens d'actualité » de l'IREDIÉS, 03 avril 2014

V. DIVERS

Diffusion des travaux dans les médias

Citations des échanges : Vincent Gény, « Crise des migrants à la frontière de la Pologne : l'Europe tarde, le Bélarus menace encore », *Marianne*, 11 novembre 2021

Interviews : *TF1/LCI*, Julien Cressens, Pierre Gallaccio et Pascal Marcelin , « Gel des avoirs russes : face à la complexité de la tâche, Bercy crée une ‘task force’ », 4 mars 2022

Participation à des associations savantes

Membre de la branche française de l'*International Law Association*

Activités d'encadrement

2013-2016 : Encadrant de l'équipe de Paris 1 participant au Concours de procès-simulé *Philip C. Jessup International Law Moot Court Competition* – Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne (équipe finaliste du concours national en 2014 et 2016)

Autres activités

Marathon de Touraine (*Touraine Loire Valley Marathon* 2015). Temps : 03h42min

Participation à une dizaine de semi-marathons (Tours, Amsterdam, Meaux). Meilleurs temps : 1h27min04s (Tours, 2014)



Jules Lepoutre

jules.lepoutre@univ-cotedazur.fr

Faculté de droit et science politique
Avenue du Doyen Louis Trotabas
06 000 Nice

Situation professionnelle

2023 – ... **Professeur des Universités** en droit public,
Faculté de droit et science politique, Université Côte d'Azur (Nice).

2024 – 2027 **Coordinateur scientifique**, projet de recherche « DEMIG », ANR JCJC.

Titres et Diplômes

2020 **Agrégation de droit public.**

2019 **Qualification aux fonctions de Maître de conférences**, CNU (02) droit public.

2018 **Doctorat en droit public**, Université de Lille.

Titre de la thèse : « **Nationalité et souveraineté** », soutenue le 24 novembre 2018

Jury : Pr. Jean-Yves Carlier, Université catholique de Louvain ; Christine Maugué, présidente de chambre, Conseil d'État ; Pr. Étienne Pataut, Université Panthéon Sorbonne (*rapporteur*) ; Pr. Catherine Teitgen-Colly, Université Panthéon Sorbonne (*rapporteuse*) ; Pr. Muriel Ubéda-Saillard, Université de Lille ; Pr. Xavier Vandendriessche, Sciences Po Lille (*directeur*) ; Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS (*président*)

Prix Dalloz de la Nouvelle Bibliothèque de Thèses
Prix de l'École doctorale des sciences juridiques, politiques et de gestion n° 74
Prix de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de l'Université de Lille

2013 **Master 2 droit public général**, Université de Lille, mention très bien.

2008 – 2012 Diplômé d'un **master 1 droit public** (mention bien, major de promotion) et d'une **licence de droit** (mention assez bien) à l'Université de Lille.

Anciennes fonctions

2020 – 2023 **Professeur des Universités**, droit public, Université de Corse
Faculté de droit et de science politique,
Équipe méditerranéenne de recherche juridique (UR n° 7311).

2019 – 2020 **Maître de conférences**, droit public, Université Côte d'Azur (Nice),
Faculté de droit et de science politique,
Laboratoire de droit international et européen (UPR n° 7414).

2018 – 2019 **Post-Doctoral Research Associate**, Institut Universitaire Européen de Florence,
Robert Schuman Centre for Advanced Studies,

projet ERC « Global Citizenship Governance ».

2016 – 2018 **ATER 1 et 2**, droit public, Université de Lille,
Centre « Droits et perspectives du droit » (EA n° 4487).

2013 – 2016 **Doctorant contractuel**, droit public, Université de Lille,
Centre « Droits et perspectives du droit » (EA n° 4487).

Responsabilités administratives et scientifiques

- À l'Université Côte d'Azur

2023 – ... Membre du Conseil de l'École doctorale Société Humanités Arts Lettres,
ED SHAL, Université Côte d'Azur.

- À l'Université de Corse

2021 – 2023 Membre élu du Conseil d'UFR,
Faculté de droit et de science politique, Université de Corse.

2021 – 2023 Responsable de l'axe « Mobilités et Citoyenneté »
Équipe méditerranéenne de recherche juridique (EMRJ – UR n° 7311).

2022 – 2023 Directeur des études de la filière droit public,
- Responsable de la Licence administration publique
- Responsable du Master Droit des collectivités territoriales
Faculté de droit et de science politique, Université de Corse.

Affiliations scientifiques nationales et internationales

2021 – 2025 **Fellow**, Institut Convergences Migrations, Paris,
Département GLOBAL (princ.) et INTEGER (acc.).

2020 – 2021 **Visiting Fellow**, Institut Universitaire Européen de Florence,
Robert Schuman Centre for Advanced Studies,
projet ERC « Global Citizenship Governance ».

2018 – 2019 **Guest Researcher**, WZB Berlin Social Science Center,
International Citizenship Law Project Group, Migration and Diversity Research Area.

2015 – 2016 **Visiting Researcher**, University of Westminster Law School (Londres),
International Law Research Group.

Financement sur appel à projets

- 2024-2027** Agence Nationale de la Recherche, support JCJC, Coordinateur scientifique, Projet DEMIG « Immigrés et Émigrés. Le *demos* face au mouvement migratoire », Montant : 251 289 euros (36 mois).

Participation à des projets scientifiques nationaux et internationaux

- 2023** National Expert (France), Report on Comparative Naturalization, GlobalCit, European University Institute (Florence) et Swiss Secretariat for Migration.
- 2023** Consultant scientifique dans le cadre du nouveau parcours permanent du Musée nationale de l'histoire de l'immigration, Établissement du Palais de la Porte Dorée.
- 2021 – 2024** Membre de l'équipe de recherche du projet NATIO² « Les réintégrations par décret dans la nationalité française (1960-2020) » sous la direction d'Emmanuel Blanchard, Institut Convergences Migrations, INSEE, INED.
- 2020** Board of Commentators des « Principles on Deprivation of Nationality as a National Security Measure », Institute on Statelessness and Inclusion, La Haye (Pays-Bas).

Publications

Ouvrages

- [2] Jules Lepoutre, *Le droit des étrangers*, Paris, Dalloz, coll. Connaissance du droit, 6^{ème} édition, à paraître.
- [1] Jules Lepoutre, *Nationalité et souveraineté*, Paris, Dalloz, coll. Nouvelle Bibliothèque de Thèses, vol. 196, 2020, 809 p.

Direction d'un numéro spécial

- [1] Liav Orgad et Jules Lepoutre, « Should EU citizenship be disentangled from member state nationality ? », *EUI RSCAS Working Paper – Global Citizenship Governance Forum*, 2019, n° 2, 46 p.

Articles, commentaires et notes dans des revues scientifiques

- [22] Emmanuel Blanchard, Linda Guerry, Lionel Kesztenbaum et Jules Lepoutre, « Redevenir français·e : les réintégrations dans la nationalité (1960-2021) », *Population et Sociétés*, 2024, n° 620, à paraître.
- [21] Jules Lepoutre, « Romantic Times ? Nationality and European Citizenship », *Nordic Journal of Social Law*, special issue : European Citizens Thirty Years On, à paraître.
- [20] Jules Lepoutre, « Nationalités des États membres et citoyenneté de l'Union. Entre romantisme et réalisme », *RTD eur.*, à paraître.
- [19] Jules Lepoutre, « Articulations judiciaires et constitutionnelles en matière de nationalité. Chron. Jurisprudence du tribunal judiciaire de Paris », *JCP G*, 2023, n° 42, chron. 1216, p. 1854-1855.
- [18] Jules Lepoutre, « La passeportisation. La nationalité à l'épreuve de la force », *RGDIP*, 2023, vol. 127, n° 1, p. 161-182.

- [17] Jules Lepoutre, « Promesse oblige ? Révocation par un État membre de l'Union de l'assurance de naturaliser. Note sous CJUE, gr. ch., 18 janv. 2022, *JY. c. Wiener Landesregierung.* », **Recueil Dalloz**, 2022, n° 18, p. 933-938.
- [16] Jules Lepoutre, « Époux génocidaire et demande de naturalisation : liaisons dangereuses. Note sous CE, 8 avril 2021, *Mme C.* », **AJDA**, 2021, n° 35, p. 2051-2055.
- [15] Jules Lepoutre, « Note sous CEDH, 25 juin 2020, *Ghoumid et a. c. France* », **Journal du droit international – Clunet**, 2021, n° 1, p. 246-254.
- [14] Jules Lepoutre, « Citoyenneté européenne : clôture des ventes », **Recueil Dalloz**, 2020, n° 42, p. 2337.
- [13] Jules Lepoutre, « Citizenship loss and deprivation in the European Union (27 + 1) », **EUI RSCAS Working Paper**, 2020, n° 29, 27 p.
- [12] Jules Lepoutre, « When losing citizenship is fine : denationalisation and permanent expatriation », **Citizenship Studies**, 2020, vol. 24, n° 3, p. 339-354.
- [11] Jules Lepoutre, « Expatriation et perte de la citoyenneté européenne. Note sous CJUE, gr. ch., 12 mars 2019, *Tjebbes et a.* », **Recueil Dalloz**, 2019, n° 15, p. 875-879.
- [10] Jules Lepoutre, « La réforme du droit de la nationalité à Mayotte », **AJDA**, 2019, n° 5 p. 285-287.
- [9] Jules Lepoutre, « Validité des réserves françaises au principe *non bis in idem* : le juge administratif attendra la Cour de Strasbourg. À propos de CE, ass., 12 oct. 2018, *SARL Super Coiffeur* », **Revue de droit fiscal**, 2018, n° 46, act. 490.
- [8] Jules Lepoutre, « La déchéance de nationalité à l'épreuve de la Convention européenne des droits de l'homme. Note sous CEDH, 7 févr. 2017, *K2 c. Royaume-Uni* », **Rev. crit. DIP**, 2017, n° 3, p. 381-388.
- [7] Jules Lepoutre, « La marche contrariée des sanctions fiscales vers le principe *non bis in idem* », **REIDF (Revue européenne et internationale de droit fiscal – European and International Journal of Tax Law, Bruylant)**, 2017, n° 1, p. 109-118.
- [6] Jules Lepoutre, « Déchéance de nationalité : après le débat constitutionnel, le temps contentieux. Note sous CE, 8 juin 2016, *M. A et a.* », **RFDA**, 2016, n° 6, p. 1188-1197.
- [5] Jules Lepoutre, « Invalidité des réserves françaises au principe *non bis in idem* (art. 4, prot. 7, Conv. EDH) : Et si les juges nationaux n'attendaient pas la Cour de Strasbourg ? », **Revue de droit fiscal**, 2016, n° 41, étude 537, p. 16-21.
- [4] Jules Lepoutre, « Le bannissement des nationaux. Comparaison France – Royaume-Uni au regard de la lutte contre le terrorisme », **Rev. crit. DIP**, 2016, n° 1, p. 107-118.
- [3] Jules Lepoutre, « Nationalité par filiation et convention de mère porteuse. Note sous CE, 12 déc. 2014, *Association Juristes pour l'enfance et a.* », **AJDA**, 2015, n° 6, p. 357-362.
- [2] Jules Lepoutre, « Nationalité (déchéance) : validité d'un décret pour acte de terrorisme. Note sous CE, 11 mai 2015, *M. Q.* », **Recueil Dalloz**, 28 mai 2015, n° 19, p. 1099.
- [1] Jules Lepoutre, « Les États membres de l'Union peuvent-ils vendre la citoyenneté européenne ? », **Petites affiches**, 27 janvier 2015, n° 19, p. 6-12.

Chapitres d'ouvrage et contributions aux actes d'un colloque

[11] Jules Lepoutre, « Nationality Law in France : Questioning the “inclusive” model », in K. Cope, S. Burch Elias et J. Goldenziel (dir.), *Oxford Handbook of Comparative Immigration Law*, Oxford, Oxford University Press, à paraître.

[10] Jules Lepoutre, « Les apports du système politique européen à la fondamentalisation des droits numériques », in P. Türk, M. Guerrini et R. Bourget (dir.), *Les droits et libertés numériques. Nouvelle génération de droits fondamentaux ?*, actes du colloque tenu à l'Université Côte d'Azur les 7 et 8 octobre 2021, Paris, LGDJ, à paraître.

[9] Jules Lepoutre, « Conclusions – Entre approches classique et post-moderne : comment analyser la citoyenneté ? », in M. Dubuy et G. Renou (dir.), *Les habits neufs du citoyen*, actes du colloque tenu à l'Université de Lorraine les 1^{er} et 2 octobre 2020, Paris, Pedone, à paraître.

[8] Jules Lepoutre, « La structuration de la contribution de la société civile à la gouvernance européenne », in A. Millet-Devalle (dir.), *Société civile et Union européenne*, actes du colloque tenu à l'Université Côte d'Azur les 13 et 14 décembre 2019, Paris, Pedone, à paraître.

[7] Jules Lepoutre, « Les devoirs du citoyen de l'Union », in A. Bouveresse, A. Iliopoulou-Penot et J. Rondu (dir.), *La citoyenneté européenne : quelle valeur ajoutée ?*, actes du colloque tenu à l'Université de Strasbourg les 23 et 24 juin 2022, Bruxelles, Bruylant, 2023, p. 113-130.

[6] Jules Lepoutre, « Citoyenneté et nationalité, deux types d'appartenance distincts ? », in C. Aynès (dir.), *Entre inclusion et exclusion. La double face de la citoyenneté*, actes du colloque tenu à l'Université Paris Nanterre les 24 et 25 mars 2022, *Revue des droits de l'homme*, 2022, n° 22, p. 1-19.

[5] Jules Lepoutre, « In or out ? La citoyenneté européenne pour les Britanniques après le Brexit », in V. Barbé et C. Koumpli (dir.), *Le Brexit et les droits et libertés*, actes du colloque tenu à l'Université Polytechnique des Hauts-de-France les 27 et 28 mai 2021, Bruxelles, Bruylant, 2022, p. 100-117.

[4] Jules Lepoutre, « La nationalité entre souveraineté et droits privés », in É. Saillant-Maraghni et L. Mauger-Vielpeau (dir.), *État civil et autres questions de droit administratif*, actes du colloque tenu à l'Université de Caen les 21 et 22 novembre 2019, Paris, Dalloz, 2021, p. 127-138.

[3] (a) Jules Lepoutre, « Entre territoires et valeurs : les origines conflictuelles de la déchéance de nationalité » et (b) « La nationalité dans le couple, perspectives historiques », in A. Dionisi-Peyrusse, V. Parisot, F. Jault-Seseke et F. Marchadier (dir.), *La nationalité, enjeux et perspectives*, actes du colloque tenu à l'Université de Rouen les 16 et 17 novembre 2017, Paris, LGDJ, coll. Varenne, 2019, p. 315-321 (a) et p. 253-266 (b).

[2] Jules Lepoutre, « L'accès à la naturalisation des réfugiés au sein de l'ordre juridique de l'Union européenne », in J. Fernandez, C. Laly-Chevalier (dir.), *Droit d'asile, État des lieux et perspectives*, Paris, Pedone, 2015, p. 287-302.

[1] Jules Lepoutre, « Le défaut de caractère sérieux résultant d'une interprétation conforme à la Constitution en contentieux de la QPC », in E. Cartier (dir.), *La QPC. Étude sur le réagencement du procès et de l'architecture juridictionnelle française*, Paris, Dalloz, coll. Méthode du droit, 2013, 544 p., annexe en ligne, 46 p.

Recension d'ouvrage

[1] Jules Lepoutre, « Allegiance, Citizenship and the Law : The Enigma of Belonging by Helen Irving », in Jo Shaw et Ashley Mantha-Hollands, (dir.), *Global Citizenship Observatory Review Symposium*, 2 novembre 2023.

Diffusion de la recherche

- [17] Jules Lepoutre, « Quelques doutes sur le projet constitutionnel d'abrogation du droit du sol à Mayotte », *Jus Politicum Blog*, 6 mars 2024.
- [16] Jules Lepoutre, « Ius soli as 'pull factor' ? French reform plans for the island of Mayotte », *Global Citizenship Observatory Blog*, 20 février 2024.
- [15] Marie-Laure Basilien-Gainche, Jules Lepoutre, Serge Slama, « L'attractivité de notre droit de la nationalité relève du mythe », *Le Monde*, 16 février 2024, p. 24.
- [14] Jules Lepoutre, « Réforme du droit du sol, quand l'histoire se répète », *Le Club des Juristes*, 27 novembre 2023.
- [13] Jules Lepoutre, « Les communautés Emmaüs sont placées dans une situation qui brouille le positionnement social de l'association », *Le Monde.fr*, 14 novembre 2023.
- [12] Jules Lepoutre, Catherine Teitgen-Colly et Serge Slama « La collégialité des juges de l'asile pourrait disparaître », *Le Monde.fr*, 28 mai 2023.
- [11] Jules Lepoutre, « Letting Human Rights Wait in Syrian Camps: The ECtHR Decision Regarding the Repatriation of Daesh-Involved Family Members of French Citizens », *Verfassungsblog*, 12 octobre 2012.
- [10] Jules Lepoutre, « L'essentiel toujours en suspens. À propos de la décision de la CEDH relative au rapatriement des familles de jihadistes », *Jus Politicum Blog*, 29 septembre 2022.
- [9] Jules Lepoutre, « Devenir Français est de plus en plus affaire de mérite et de performance », *Le Monde*, 19-20 septembre 2021, p. 31.
- [8] Jules Lepoutre, « Ghoumid and others v. France : The Grey Hole of Nationality Revocation », *Global Citizenship Observatory Blog*, 5 août 2020.
- [7] Jules Lepoutre, « In varietate concordia ? Loss of nationality in the EU », *European Network on Statelessness Blog*, 8 mai 2020.
- [6] Jules Lepoutre, « Evan Spiegel ou devenir français par la grâce du prince », *Libération.fr*, 16 janvier 2020.
- [5] Jules Lepoutre, « Ius Soli: a French constitutional principle ? », *GlobalCit Blog*, 1^{er} février 2019.
- [4] Jules Lepoutre, « Entre droit du sang et droit du sol. Quelle nationalité pour les réfugiés ? », *Esprit*, février 2016, n° 422, p. 81-90.
- [3] Patrick Weil et Jules Lepoutre, « Nationalité déchue et constitutionnalité », *Libération*, 10 décembre 2015, p. 25.
- [2] Patrick Weil et Jules Lepoutre, « Refusons l'extension de la déchéance », *Le Monde*, 8 décembre 2015, p. 23.
- [1] Jules Lepoutre, « La déchéance de la nationalité : un outil pertinent ? », *Esprit*, mai 2015, n° 414, p. 118-120.

Conférences organisées et communications

Conférences organisées

- [8] Co-organisation d'un séminaire de recherche international, *Demos et Migrations*, Université Côte d'Azur, 26 janvier, 15 février, 15 mars et 2 avril 2024.
- [7] Co-organisation d'un colloque international, *Les frontières de l'appartenance. Explorer l'immobilité des individus*, Université de Corse, 21 et 22 juin 2023.
- [6] Co-organisation d'une conférence, *Birthright Citizenship : Lessons from the United States*, Institut Universitaire Européen de Florence, 26 octobre 2018.
- [5] Co-organisation d'un workshop international, *Toward European Citizenship Law ? Citizenship Governance in the European Union*, Institut Universitaire Européen de Florence, 8 octobre 2018.
- [4] Direction d'une conférence, *La politique européenne des visas confrontée à la crise migratoire*, Université de Lille, 27 mars 2017.
- [3] Membre du comité scientifique d'une journée d'étude, *L'exercice du pouvoir dans le cadre de la crise migratoire*, Université de Lille, 25 novembre 2016.
- [2] Membre du comité d'organisation d'un colloque international, *Le parcours du demandeur de protection en France : questions choisies et regards croisés*, Université de Lille, 27 et 28 novembre 2014.
- [1] Membre du comité scientifique d'une journée d'étude, *Forum de la citoyenneté européenne, quelle mobilité pour les patients ?*, Université de Lille, 17 mars 2014.

Communications (sans publication)

- [15] « Romantic Times ? The Genuine Connection of Union Citizens », *European Citizens Thirty Years On : Economic Contributors, Political Members, Right-holders ?*, University of Uppsala, 22-23 novembre 2022.
- [14] « Travailler sur la nationalité et la souveraineté. Questions méthodologiques choisies », Séminaire doctoral, Université de Montpellier, 10 juin 2021.
- [13] « La perte automatique de la citoyenneté européenne des ressortissants britanniques, perspectives contentieuses », *Rencontres du Cherche-Midi*, Université Paris 2 Panthéon Assas, 18 mai 2021.
- [12] « Vente de la citoyenneté européenne : la crise des valeurs de l'Union », *Chaire Jean Monnet UE et gestion de crises (Pr. Anne Millet-Devalle)*, Université Côte d'Azur, 10 mars 2021.
- [11] « The Romance is Back. Genuine Link and the European Citizenship », *Migration and Diversity Colloquium*, WZB Berlin Social Science Center, 22 janvier 2020.
- [10] « Le XXIème siècle verra-t-il la fin de la déchéance de nationalité ? », *Dénaturalisation et déchéance de nationalité. Perspectives historiques et juridiques*, workshop international, Université de Nantes et projet NAMU, 27 septembre 2019.
- [9] « When Loosing Citizenship is Fine. Expatriation and Denaturalisation », *Neuchâtel Graduate Conference of Migration and Mobility Studies*, colloque international, NCCR on the move et Université de Neuchâtel, 12 et 13 septembre 2019.

[8] « Toward a Romantic Turn in EU Law on Nationality », *Toward European Citizenship Law ? Citizenship Governance in the European Union*, workshop international, Institut Universitaire Européen de Florence, 8 octobre 2018.

[7] « La discrétionnarité du pouvoir en matière d'accès à la résidence des étrangers. Réflexions autour du séjour, de l'asile, et de la nationalité », *L'exercice du pouvoir face à la crise migratoire*, colloque jeunes chercheurs, Université de Lille, 25 novembre 2016.

[6] « La nationalité et la citoyenneté en droit et en théorie de l'Etat », *L'individu et la fédération : quelle citoyenneté dans une démocratie fédérale ?*, journée d'étude, Fondation Charles Léopold Mayer, Paris, 17 septembre 2016.

[5] « De la rétrogradation au statut d'«ennemi de la nation» : quels contours de la déchéance de nationalité ? », *L'étranger, sujet d'exception au regard du droit pénal*, demi-journée d'étude, Université de Lille, 18 avril 2016.

[4] « Nationalités et citoyenneté européennes : quelles perspectives dans la crise migratoire ? », *La crise migratoire*, séminaire, Université de Lille, 18 mars 2016.

[3] « Déchéance de nationalité, communisme et guerre froide. L'apport du contrôle juridictionnel à la sécurisation du lien de nationalité », *La nationalité en guerre*, colloque international, Musée de l'Histoire de l'Immigration et Archives Nationales, Palais de la Portée Dorée, Paris, 3 et 4 décembre 2015.

[2] « Citizenship Revocation for Terrorism », *Law Doctoral Seminar Series 2015*, séminaire, University of Westminster Law School, Londres, 11 novembre 2015.

[1] « La déchéance de la nationalité », *Actualité des sanctions juridiques*, journée d'étude, Université de Valenciennes, 26 mars 2015.

Activités d'enseignement

*Écoles Universitaires de Recherche « Odysée » et « Lex Société »
d'Université Côte d'Azur (Nice)*

Droit constitutionnel I, CM 30h
Licence 1 droit

French Immigration Law, CM 20h,
Master 2 Migration Studies.

Organisation administrative, CM 30h
Licence 1 droit

Asylum Law, CM 10h,
Master 2 Migration Studies.

Hist. intro. to French and English Law, CM 18h
Licence 1 bilingue

Citizenship and Nationality, TD 8h,
Master 2 Migration Studies.

Contentieux européen, CM 10h,
Master 2 Droit public approfondi

Anciens enseignements

Droit de la mobilité européenne, CM 9h (Université Savoie Mont Blanc)

Droit de l'intercommunalité, CM 15h (Université de Corse)

Droit des collectivités territoriales, CM 20h (Université de Corse)

Droit matériel de l'Union européenne, CM 30h (Université de Corse)

Justice constitutionnelle, CM 10h (Université de Corse)

Droit fiscal, CM 24h, L3 Droit (Université de Corse)

Droit administratif II, CM 33h, L2 Droit (Université de Corse)

Droit constitutionnel II, CM 30h, L1 Droit (Université de Corse)
Droit constitutionnel, CM 30h, Capacité en droit (UCA Nice)
Droit international et européen des droits de l'homme, CM 30h, M1 DIDE (UCA Nice)
Méthodologie de la recherche, TD 20h, M1 DIDE (UCA Nice)
Finances publiques, CM 24h, L2 Droit (Université de Corse)
Droit des collectivités territoriales approfondi, CM 20h, M2 DCT (Université de Corse)
Action sociale des collectivités territoriales, CM 15h, M2 DCT (Université de Corse)

Évaluation et Recrutement

Président d'un comité de sélection :

- MCF 02, session synchronisée 2022, Université de Corse.
- MCF 02, session synchronisée 2021, Université de Corse.

Membre d'un comité de sélection :

- PR 02 (art. 51), session synchronisée 2023, Université de la Polynésie française.
- PR 01 (art. 46, 5°), fil de l'eau 2022, Université de Corse.
- PR 01 (art. 46, 3°), session synchronisée 2022, Université Côte d'Azur.
- MCF 02, session synchronisée 2021, Université Côte d'Azur.

Membre du comité d'experts HCÉRES, campagne 2021, chargé de l'évaluation de DCS – Droit et changement social, UMR CNRS n° 6297, Université de Nantes.

Direction de thèse

Madame Vanessa Fanuchi (2022 – ...), doctorante contractuelle (2022-25), « Le statut de l'émigré », Université de Corse, co-tutelle internationale avec le Professeur Philippe de Bruycker, Université libre de Bruxelles.

Madame Marie Luccioni (2021 – ...), doctorante contractuelle (2021-24), « La citoyenneté européenne des personnes morales », Université de Corse, co-direction avec Madame Perrine Dumas.

Madame Yasmine Bamba (2020 – ...), « Le marché de la gouvernance globale des migrations », Université Côte d'Azur, co-direction avec la Professeure Anne Millet-Devalle.

Diffusion des travaux

Citations des échanges : Héloïse Uberti, « Loi immigration : voici les mesures qui pourraient être rejetées par le Conseil constitutionnel », *Capital*, 21 décembre 2023 ; Léon Xu, « Is French citizenship often refused due to lack of cultural knowledge ? », *The Connexion*, 12 septembre 2023 ; Lou Roméo, « Déchéance de nationalité : que dit le droit en France ? », *Le Point.fr*, 12 mai 2023 ; Hélène Haus, « Présidentielle 2022 : le droit de vote des étrangers, débat oublié », *Le Parisien*, 8 avril 2022 ; Émilie Jehanno, « Présidentielle 2022 : Le droit du sol peut-il être supprimé à Mayotte comme le propose Eric Ciotti ? », *20minutes.fr*, 16 mars 2022 ; Pierre Lann, « Peut-on supprimer le droit du sol comme le propose Éric Zemmour ? », *Marianne*, 7 décembre 2021 ; Mélanie Mermoz, « Nationalité française : le chemin de croix de la naturalisation », *Alternatives Economiques*, 29 novembre 2021 ; Ephrem Rugiririza, « Être l'épouse d'un génocidaire est-il un préjudice ? », *JusticeInfo.net* (Fondation Hironnelle), 15 novembre 2021 ; Hippolyte Radisson, « Mayotte, ce territoire d'exception pour le droit du sol », *La Croix*, 1^{er} septembre 2021, p. 7 ; Matthieu Mondoloni, « La France a procédé à sa seizième déchéance de nationalité en dix-sept ans », *FranceTVinfo.fr*, 25 octobre 2019 ; Mathilde Goupil, « Déchéance de nationalité, une source de tension diplomatique », *L'Express*, 25 octobre 2019 ; Bernard Gorce, « Du sursaut républicain au crash politique », *La Croix*, 31

mars 2016, p. 2-3 ; Aude Lorriaux, « La déchéance de nationalité a déjà été appliquée à des Français de naissance, et bien après Vichy », *Slate.fr*, 9 février 2016 ; Aude Lorriaux, « Déchéance de nationalité : pour y voir plus clair, les arguments pour et contre », *Slate.fr*, 6 février 2016 ; Louis Boy, « Déchéance de nationalité : à quoi ressemble la vie d'un apatride en France ? », *FranceTVinfo.fr*, 5 février 2016 ; Laure Equy, Lilian Alemagna, « Déchéance, les binationaux ciblés entre les lignes », *Libération*, 27 janvier 2016, p. 8 ; Alain Auffray, Sylvain Mouillard, Lilian Alemagna et Laure Bretton, « Au PS, allons ensemble vers l'apatridie », *Libération*, 5 janvier 2016, p. 14-15 ; Joris Fioriti, « Déchéance, indignité nationale, des mesures rappelant les déchirements du passé », *AFP Infos Françaises*, 1^{er} janvier 2016 ; Arnaud Leparmentier, « Quand Dany était apatride », *Le Monde*, 31 décembre 2015, p. 24 ; Pierre Alonso, « Déchéance de nationalité : une arme à l'efficacité limitée », *Libération*, 4 décembre 2015, p. 4.

Interviews : Alice Le Dréau, « La naturalisation est considérée comme le summum de l'intégration », *La Croix Hebdo*, 19 janvier 2024, p. 29 ; Pierre-Henri Lab, « Droit du sol : en quoi le RN est-il antirépublicain ? », *L'Humanité*, 21 avril 2022, p. 20-22 (histoire, législation et valeur du droit du sol) ; Caroline Etori, « Génération Méditerranée », *France 3 Via Stella*, 19 mars 2021 (entretien sur le droit de la nationalité et la citoyenneté européenne) ; Julien Langlet, « 21h-00h », *France Info*, 24 octobre 2019 (actualité de la déchéance de nationalité) ; Annika Will, « Kann man deutsche Dschihadisten ausbürgern? », *Arte Info*, 13 août 2016 (perspectives françaises sur la déchéance de nationalité) ; Célyne Baÿt-Darcourt, « 12h-14h », *France Info*, 5 janvier 2016 (débat constitutionnel sur la déchéance de nationalité) ; Delphine Girard, « Sénat 360 », *Public Sénat*, 11 décembre 2015 (débat constitutionnel sur la déchéance de nationalité).



Extrait du Procès-verbal du Conseil du LADIE (UPR 7414)
19 mars 2024

Etaient présent.e.s : Anne MILLET-DEVALLE, Julien ANCELIN, Anouche BEAUDOUIN (en visioconférence), Julien DELLAUX, Elliot DOUCY, Anaïs LAGELLE (en visioconférence), Magali LEHARDY, Jules LEPOUTRE, Jean-Christophe MARTIN, Joëlle MAUME, Mehdi MEZAGUER, Nicolas PIGEON, Philippine SOTTAS, Daniel VENTURA

Avait donné procuration : Julie FERRAND-TRIBOLO

Etait absente non représentée : Chiara PARISI

La professeure Anne Millet-Devalle, Directrice du LADIE, ouvre la séance à 9h00 :

1. Election du Directeur et du Directeur-adjoint de l'unité :

Le second mandat de direction d'A. Millet-Devalle arrivant à échéance, un appel à candidature avait été lancé lors du précédent Conseil, en décembre. Le 13 mars, le professeur Jules Lepoutre a présenté par mail sa candidature aux membres du Conseil et proposé que Daniel Ventura assure la direction adjointe, de manière à respecter au mieux l'équilibre disciplinaire et statutaire au sein de la direction.

Le professeur Lepoutre présente au Conseil ses priorités, consistant principalement à poursuivre la politique en cours, accompagner au mieux les initiatives individuelles et collectives, consolider l'autonomie du LADIE, garantir la place du droit international et européen auprès des différents partenaires, et développer la politique doctorale. Daniel Ventura propose d'animer la vie scientifique du LADIE en organisant chaque trimestre un séminaire d'actualité réunissant enseignants-chercheurs et doctorants.

Élection du directeur du LADIE

Professeur Jules LEPOUTRE : Élu (13 voix pour et 2 abstentions)

Élection du directeur-adjoint du LADIE

Daniel VENTURA : élu (13 voix pour et 2 abstentions)

La professeure Millet-Devalle informera la DRVI des résultats du vote afin que le Conseil académique d'Université Côte d'Azur auditionne Jules Lepoutre et Daniel Ventura et se prononce sur le changement de direction.

Elle remercie Joëlle Maume pour son travail essentiel à la mise en œuvre des projets du LADIE, le professeur Martin, pour l'appui de l'IdPD à certaines activités scientifiques de l'Unité ainsi que Iulian Lungu, pour le soutien technique apporté aux conférences, séminaires, colloques du LADIE.

Anne Millet-Devalle
Directrice du LADIE



Anne MILLET-DEVALLE
Directrice du LADIE